

Intégration fiscale : vérification de comptabilité et information de la société mère



© 2023 Les Echos Publishing

En intégration fiscale, lorsqu'un membre du groupe fait l'objet d'une vérification de comptabilité, le redressement est réclamé auprès de la société mère, et non pas auprès de la société vérifiée. Aussi, l'administration a-t-elle l'obligation d'informer la société mère, avant la mise en recouvrement, du montant global, par impôt, des droits, pénalités et intérêts de retard dont elle est redevable. Cette information devant comporter, s'agissant des pénalités, l'indication de leur montant et des modalités de détermination mises en œuvre par l'administration.

Par ailleurs, l'administration a l'obligation, au moins 30 jours avant la mise en recouvrement de certaines pénalités, d'adresser au contribuable un document comportant la motivation des pénalités qu'elle envisage de lui appliquer. Cette décision d'appliquer des pénalités fiscales devant être soumise au visa d'un agent ayant au moins le grade d'inspecteur divisionnaire.

La question s'est posée en justice de savoir comment s'articulait ces deux obligations.

Dans cette affaire, une société mère s'était vu notifier, en

sa qualité de membre d'un groupe fiscalement intégré, des redressements d'impôt sur les sociétés, assortis de la pénalité pour manquement délibéré. Par une lettre, l'administration fiscale avait ensuite informé cette même société, en sa qualité de société mère du groupe, des conséquences sur le résultat d'ensemble des redressements ainsi notifiés, et notamment du montant des pénalités pour manquement délibéré. La société mère avait alors reproché à l'administration de ne pas avoir fait viser la lettre d'information par un supérieur hiérarchique. À tort, a estimé le Conseil d'État, dans la mesure où l'information adressée à la société mère ne constituait pas une décision d'appliquer les pénalités.

[Conseil d'État, 30 juin 2023, n° 459831](#)

© 2023 Les Echos Publishing